

et l'Occident, même pour ce qui est des articles qui échappent aux interdictions. C'est une impression qu'il faut absolument dissiper.

Je donne en ce moment les deux aspects de la question. Les deux côtés de l'argument ayant été exposés, les conclusions sont résumées en ces termes:

(i) que le commerce avec les pays du bloc oriental est destiné à demeurer moins avantageux qu'avant la guerre, et que l'expansion du commerce avec la Chine ne peut être que modeste, étant donné les possibilités limitées de la Chine comme pays exportateur, et en ce qui a trait à l'obtention de sterling, et par suite de la diminution du marché d'exportation de ce pays;

(ii) que les occasions de commerce entre l'Orient et l'Occident qui existent actuellement dans le domaine des marchandises sans valeur stratégique devraient cependant être maintenues, sans entraves découlant de motifs d'ordre politique;

(iii) que dans leurs rapports avec la Russie, les pays orientaux et la Chine, les membres de la fédération devraient éviter d'avoir recours à des voies qui permettraient probablement aux communistes d'exploiter des questions purement commerciales aux fins de leur propagande politique.

J'estime que la population canadienne a le droit d'être mise au courant de l'attitude que le gouvernement canadien entend prendre à l'égard de cette importante question. Il ne fait aucun doute que le commerce actuel est sans importance. D'après un communiqué récent de la *Presse canadienne*, nous avons, durant les dix premiers mois de 1953, exporté en Russie des marchandises d'une valeur de \$406, et nous en avons importé pour une valeur de \$416,000, dont la plupart étaient des fourrures. Qu'est-ce que l'URSS peut nous expédier? Quelles marchandises a-t-elle à sa disposition? Les seuls produits dont elle a des excédents ne sont-ils pas le pétrole, le charbon et le bois, à l'égard desquels le Canada cherche actuellement des débouchés?

Quoi qu'il en soit, les industriels, les agriculteurs et les travailleurs canadiens veulent que le gouvernement leur expose son attitude sur ce point. Si l'on veut assurer l'expansion du commerce, il faudra assurément déterminer avec plus de soin la définition actuelle des matières qui ne sont pas d'importance stratégique.

En terminant, je tiens à dire que l'opposition se propose, à l'avenir, de s'en tenir au programme qui a toujours été le sien. Nous nous efforcerons d'assurer, dans le domaine des affaires extérieures, l'unité de but parmi les Canadiens, ainsi que la mise en œuvre d'une politique dans une certaine mesure uniforme de façon que, dans nos rapports avec les autres pays du monde, nous puissions nous acquitter à l'avenir de nos obligations, avec une détermination ferme et durable et en manifestant de la bonne volonté à l'égard de toutes les nations qui se montreront disposées à agir de même.

**M. M. J. Coldwell (Rosetown-Biggar):** Je tiens d'abord, monsieur l'Orateur, à m'associer au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) et à l'honorable représentant de Prince-Albert (M. Diefenbaker) qui ont exprimé le regret que nous éprouvons tous du décès de M. Gordon Graydon, qui nous prive de sa participation aux travaux de ce très important ministère. J'aimerais également joindre mes regrets à ceux qui ont été exprimés au sujet de la mort de M. Hume Wrong. Comme un bon nombre de députés, je le connaissais depuis bien des années et j'ai pu apprécier à leur valeur les services remarquables qu'il a rendus au Canada alors que lui-même, le ministre, et un groupe de jeunes hommes placés au ministère en grande partie par feu M. O. D. Skelton, se sont appliqués à édifier le ministère des Affaires extérieures de notre pays et à le faire reconnaître partout dans le monde comme une nation autonome.

J'aimerais aussi dire quelques mots au sujet de M. Patterson dont la personnalité était si charmante. Quelques députés qui sont ici cet après-midi ont eu l'occasion de s'associer à lui l'automne dernier aux Nations Unies. La nouvelle de sa mort survenue à Boston, où il venait d'arriver pour un congé de fin de semaine à son foyer, nous a porté un rude coup. M. Patterson était un bon chrétien et un homme charmant avec qui bon nombre d'entre nous trouvaient plaisir à s'associer aux Nations Unies.

Cet après-midi, le ministre a dit que la Chambre était unanime quant aux principes fondamentaux dont s'inspire la ligne de conduite du ministère, ce qui est exact.

Ces principes fondamentaux, sauf erreur, sont ceux de la paix et de la sécurité. Même si nous sommes tous d'accord sur les principes, il peut y avoir bien des divergences d'opinion sur divers aspects des programmes qui, de l'avis de bon nombre d'entre nous, permettraient d'assurer la sécurité et la paix.

J'exprimerai cet après-midi au sujet des affaires extérieures des opinions que partagent des groupes et partis progressistes et anti-communistes de toutes les parties du monde, non seulement au sein du Commonwealth, mais en extrême Orient et dans les pays de l'Europe occidentale. Que personne n'aille prétendre, parce que certains groupes communistes ont adopté certains des programmes de partis socialistes progressistes et démocratiques, que ce que je vais dire est de la propagande communiste.

Le débat sur les affaires extérieures peut, je pense, être très utile, comme d'habitude, parce qu'il permet au ministre de parler de nos relations avec les autres pays. Il permet